

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
30 rue Albert Einstein
13090 Aix-en-Provence

Aix-en-Provence, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrefour Vitrolles

Centre Commercial GRAND VITROLLES RN113
13127 Vitrolles

Références : DD-D-2025-0198
Code AIOT : 0006413246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement Carrefour Vitrolles implanté Centre Commercial GRAND VITROLLES RN113 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 26 février 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrefour Vitrolles
- Centre Commercial GRAND VITROLLES RN113 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006413246
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station-service est composée de :

- 10 îlots de distribution délivrant E10, SP95, SP98 et GO ;
- 1 îlot distribue également du GPL ;
- 3 cuves enterrées, compartimentées, de 100 m³ chacune ;
- 1 cuve aérienne de GPL.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/02/2018, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Risques - Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Exploitation - Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Exploitation - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.7	Demande d'action corrective	1 mois
7	Exploitation - Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.8	Demande d'action corrective	1 mois
8	Eau	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risques - Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1	Sans objet
4	Exploitation - Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite d'inspection, un certain nombre de documents doivent être transmis et des actions correctives doivent être mises en œuvre.

Ainsi, l'exploitant est tenu de fournir les justificatifs suivants :

- les documents adressés au préfet justifiant le changement du volume annuel distribué engendrant le passage du régime de la station-service de l'enregistrement à la déclaration ;
- le mode de fonctionnement du système manuel d'alarme devant être implanté sur chaque îlot de distribution ;
- les modalités de fonctionnement de la borne sécurité ;
- l'implantation (devant être supérieure à 3 m) et le nombre de commandes manuelles pour le déclenchement du système de défense incendie ;
- le dernier rapport électrique datant de moins de 2 ans ;
- la dernière attestation de pompage du réservoir de 15 m³ ;
- un plan de réseaux des eaux pluviales ;
- le dernier rapport de mesures de bruit.

En l'absence de transmission de ces documents, une mise en demeure sera proposée au préfet.

Les actions correctives à mener sont les suivantes :

- mettre en place un dispositif permettant de rappeler au tiers les consignes ;
- installer des couvertures anti-feu ;
- afficher l'ensemble des consignes de sécurité ;
- compléter le classeur "Station-service avec l'ensemble des procédures d'exploitation exigées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2018, article 1.2.1		
Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE		
Prescription contrôlée :		
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume max
1435-1 Régime de l'enregistrement	Stations-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockages fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³	21 000 m ³

Constats :

Pour l'année 2024, la volume annuel distribué est de 13 447 m³, données issues de l'outil de gestion CARREFOUR.

La station-service relèverait donc du régime de la déclaration et non du régime de l'enregistrement.

Selon le responsable de la station-service, ce changement de régime aurait été porté au préfet.

L'IIC précise que l'inspection a porté sur les prescriptions de l'arrêté ministériel d'enregistrement et non déclaration, étant donné que le site est actuellement considéré à enregistrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de présenter les documents adressés au préfet justifiant la modification du volume annuel distribué engendrant le passage du régime de la station-service de l'enregistrement à la déclaration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Risques - Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation

Prescription contrôlée :

A. L'implantation de nouvelles stations-service visées par le présent arrêté est interdite en rez-de-chaussée d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ou en sous-sol, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence.

[...]

Par ailleurs, aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers.

[...]

B. Les distances minimales d'implantation (en mètres) à respecter vis-à-vis des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie, d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion suivantes sont :

	CATÉGORIE B y compris E10 et hors superéthanol	CATÉGORIE C	SUPERÉTHANOL
Dépotage	19	17	14
Dépotage sécurisé	13 (auvent) (extinction automatique) 16	14	11

Distribution	17	14, 18, 21, 23 (*)	11
Distribution sécurisée	13	11, 15, 17, 19 (*)	8

(*) Ces distances s'entendent respectivement pour :

- la distribution voiture ;
- la distribution poids-lourds limitée à 2,5 mètres cubes par heure ;
- la distribution poids-lourds supérieure à 2,5 mètres cubes par heure et inférieure à 8 mètres cubes par heure ;
- la distribution poids-lourds supérieure ou égale à 8 mètres cubes par heure.

[...]

Par ailleurs, une distance d'éloignement de 5 mètres est observée entre les parois des appareils de distribution et les issues des locaux susceptibles d'accueillir le public au sein de l'installation. Cette distance est également observée entre les limites de l'aire de dépotage et ces mêmes issues. La distance de 5 mètres est également observée aux limites de la voie publique et aux limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur REI 120 de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués sont de catégorie C.

C. Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiés respectent les conditions minimales d'éloignement suivantes des parois des appareils de distribution :

- 6 mètres, si la capacité du dépôt de bouteilles est au plus de 15 000 kilogrammes ; -
- 7,5 mètres pour une capacité de dépôt supérieure à 15 000 kilogrammes.

D. Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.

Constats :

L'IIC a contrôlé sur site et sur l'outil Géoportail (pour les mètres) que :

- l'installation n'est pas en rez-de-chaussée d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ou en sous-sol ;
- la bouche de dépotage ne débouche pas en sous-sol ;
- le dépotage sécurisé (avec extinction automatique) est à plus de 16 mètres de l'issue de secours du magasin Feu Vert ;
- la distribution sécurisée est à plus de 13 m de l'issue de secours du magasin Feu Vert ;
- aucun stockage de bouteilles de gaz n'était présent à proximité ;
- les événements sont à plus de 4 m des parois des appareils de distribution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risques - Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN

100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars.

Le complément éventuel peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité « . »

« Les appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) et les réserves d'eau complémentaires sont implantés en respectant les distances minimales d'implantation fixées au point B de l'article 2.1. Cette disposition est applicable pour les installations enregistrées à partir du 1er juillet 2016 : »

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ; [...]
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.

[...]

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants distribués y compris éthanolés. Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents peuvent être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers.

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'installation est dotée d'un dispositif automatique d'extinction incendie. Celui-ci est contrôlé

annuellement par UXELLO. Le dernier contrôle a été effectué le 13/03/2025.

L'installation est équipée de :

- un système de vidéo-surveillance avec un report dans les bureaux Sécurité CARREFOUR. Un agent veille jour et nuit à la station-service et permet d'alerter les secours ;
- bacs contenant des produits absorbants implantés à proximité de la bouche de dépotage et des îlots de distribution 4&6 ;
- plusieurs extincteurs homologués 233 B ;
- pour le tableau électrique, un extincteur à gaz carbonique.

L'IIC a vérifié que les extincteurs présents à la station ont bien fait l'objet d'un contrôle datant de moins d'un an. Les extincteurs de la cabine secondaire n'ont pas été contrôlés.

L'IIC n'a pas identifié :

- l'ensemble des systèmes d'alarme incendie sur chaque îlot de distribution ;
- les hauts-parleurs ;
- les couvertures anti-feu.

Une borne incendie de sécurité permettant d'appeler le poste de sécurité est installée, mais l'alerte est transmise à l'accueil des bureaux CARREFOUR, où la présence d'une personne n'est pas garantie en permanence.

Les systèmes de commande manuelle pour le déclenchement du système de défense sont à moins de 3 m des parois des appareils de distribution. Les îlots 3&4 et 7&8 ne sont à priori pas équipés de cette commande manuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de :

- justifier la présence du système d'alarme incendie sur chaque îlot de distribution ;
- mettre en place un dispositif permettant de rappeler au tiers les consignes ;
- installer des couvertures anti-feu ;
- préciser le fonctionnement de la borne de sécurité ;
- justifier l'implantation et le nombre de commandes manuelles pour le déclenchement du système de défense incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation - Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Constats :

Une personne est nommément désignée pour l'exploitation de la station-service.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Exploitation - Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique des installations électriques

Prescription contrôlée :

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
--

Constats :

<p>Le rapport électrique présenté à l'IIC date du 28/10/2022 et a été réalisé par le bureau DEKRA.</p> <p>La personne en charge de l'exploitant de la station-service n'était pas en mesure de savoir si un contrôle plus récent avait été réalisé.</p> <p>Selon l'arrêté du 4 octobre 2010, la périodicité des vérifications est fixée à un an, [...]. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement, si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'IIC demande à l'exploitant de transmettre le dernier rapport électrique.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Exploitation - Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.7
--

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

Ces consignes indiquent notamment :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point « 2.3.3 » ;• l'obligation du "plan de prévention" pour les parties de l'installation visées au point 2.4.5 ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de |
|---|

<p>l'établissement, des services d'incendie et de secours.</p> <p>Une formation du personnel lui permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ; • de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ; • de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en oeuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées. Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des consignes de sécurité n'est pas affiché.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Exploitation - Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution ; en particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage. • la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; • les conditions de conservation et de stockage des produits.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un classeur station.</p> <p>L'ensemble des consignes d'exploitation prescrites dans l'arrêté ne figure pas dans ce classeur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de compléter son classeur "Station-service avec l'ensemble des procédures d'exploitation demandées dans l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...]</p> <p>Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...]</p> <p>Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme en vigueur, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <p>pH : 5,5 - 8,5 ;</p> <p>b) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <p>Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire de dépotage et les îlots de distributions sont étanches.</p> <p>La station-service est équipée d'un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Le dernier nettoyage date du 26/07/2024, réalisé par la société SPGS Marseille.</p> <p>Une fois l'eau traitée par le séparateur, celle-ci est stockée dans une cuve enterrée de 15 m³ avant d'être évacuée.</p> <p>La périodicité de pompage de cette cuve n'a pas été précisée, et le justificatif du dernier pompage n'a pas été présenté.</p> <p>L'IIC ne dispose pas d'informations suffisantes pour s'assurer que l'ensemble des eaux de la station-service est bien stocké dans ce réservoir.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le justificatif du dernier pompage du réservoir de 15 m³ ; • un plan de réseaux d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.9.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée : [...] Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. [...]		
Constats : Le dernier rapport de bruit n'a pas été transmis le jour de la visite.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'IIC demande à l'exploitant le dernier rapport de mesures de bruit.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 mois		